

Distr.
RESTREINTE

ST/SG/AC.10/R.414
26 octobre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE D'EXPERTS EN MATIERE DE TRANSPORT
DES MARCHANDISES DANGEREUSES

(Dix-septième session, Genève,
7-16 décembre 1992, point 4 de l'ordre du jour)

RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

Résultats de la Conférence des Nations Unies sur
l'environnement et le développement (CNUED)

Chapitre 20 du programme Action 21

Note du secrétariat

1. Le présent document reproduit le chapitre 20 du programme Action 21, tel qu'il a été adopté par la CNUED, à Rio de Janeiro, le 14 juin 1992. Ce chapitre a trait à la gestion écologique des déchets dangereux ainsi qu'à la prévention du trafic international illégal de déchets dangereux. Le Comité est prié d'examiner quel rôle il peut jouer dans la mise en oeuvre du chapitre 20 du programme Action 21, compte tenu de son mandat.

PROGRAMME ACTION 21, CHAPITRE 20

GESTION ECOLOGIQUE DES DECHETS DANGEREUX, Y COMPRIS LA PREVENTION DU TRAFIC INTERNATIONAL ILLEGAL DE DECHETS DANGEREUX

Note : On trouvera ci-après la version finale préliminaire du chapitre 20 du programme Action 21, adoptée en séance plénière à Rio de Janeiro, le 14 juin 1992. Ce document sera encore revu du point de vue de la forme, traduit dans les langues officielles et publié par l'ONU pour la session de l'Assemblée générale de cet automne.

INTRODUCTION

20.1. La maîtrise effective de la production, du stockage, du traitement, du recyclage et de la réutilisation, du transport, de la récupération et de l'élimination des déchets dangereux est de la plus haute importance pour la santé de l'homme, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, ainsi que pour un développement viable. Elle nécessitera la coopération et la participation actives de la communauté internationale, des gouvernements et de l'industrie. Dans le présent document, on entend par "industrie" les grandes entreprises industrielles, y compris les sociétés transnationales et les entreprises nationales.

20.2. La prévention de la production de déchets dangereux et la réhabilitation des sites contaminés sont deux aspects clefs qui exigent un savoir, des gens expérimentés, des installations, des ressources financières et des capacités techniques et scientifiques.

20.3. Les activités décrites brièvement dans le présent chapitre sont souvent étroitement liées à des domaines d'activité décrits dans d'autres chapitres et interagissent avec eux des incidences, ce qui impose une approche intégrée de la gestion des déchets dangereux.

20.4. Au niveau international, on se préoccupe du fait qu'une partie des mouvements internationaux de déchets dangereux se fait en violation des législations nationales et des instruments internationaux existants, et qu'elle est nuisible à l'environnement et à la santé publique de nombreux pays, en particulier ceux en développement.

20.5. Dans la section I de sa résolution 44/226 du 22 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié chaque commission régionale, dans les limites des ressources dont elle dispose, de contribuer à prévenir les mouvements illégaux de produits et déchets toxiques et dangereux en exerçant une surveillance de ces mouvements et en évaluant au niveau régional leur incidence et leurs effets sur l'environnement et la santé. Elle a aussi prié ces commissions de se concerter et de collaborer avec le PNUE en vue de mettre en place un mécanisme efficace et coordonné de surveillance et d'évaluation dans ce domaine.

Objectif global

20.6. Conformément à une approche intégrée de la gestion des produits sur tout leur cycle de vie, l'objectif d'ensemble est de prévenir si possible et de minimiser à défaut la production de déchets dangereux, et de gérer les déchets produits de manière à ce qu'ils ne mettent pas en danger la santé et l'environnement.

Buts globaux

20.7. Les buts généraux sont les suivants :

a) Prévenir ou réduire à un minimum la production de déchets dangereux, dans le cadre d'une approche intégrée visant à produire de manière moins polluante, éliminer les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou les réduire à un minimum compatible avec une gestion écologique et efficace de ces déchets, veiller à ce que les solutions de gestion écologique des déchets dangereux soient appliquées dans la mesure la plus poussée possible dans le pays d'origine (principe d'autosuffisance). Les mouvements transfrontières effectués devraient être justifiés écologiquement et économiquement et se faire dans le cadre d'accords entre les Etats concernés;

b) Ratifier la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, et élaborer sans tarder des protocoles connexes, tels que le Protocole sur la responsabilité et l'indemnisation, et des mécanismes et règles pour faciliter l'application de la Convention;

c) Obtenir la ratification et l'application intégrale par les pays concernés de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique et le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et élaborer sans tarder un protocole sur la responsabilité et l'indemnisation;

d) Exclure toute exportation de déchets dangereux à destination de pays qui, individuellement ou dans le cadre d'accords internationaux, interdisent l'importation de ces déchets : par exemple, parties contractantes à la Convention de Bamako, à la quatrième Convention de Lomé ou à d'autres conventions pertinentes énonçant cette interdiction.

20.8. Le présent chapitre traite des domaines d'activité ci-après :

a) Promouvoir les solutions ne produisant pas ou qu'un minimum de déchets dangereux;

b) Promouvoir et renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des déchets dangereux;

c) Promouvoir et renforcer la coopération internationale dans la gestion des mouvements transfrontières de déchets dangereux;

d) Prévention du trafic international illégal de déchets dangereux.

DOMAINES D'ACTIVITE

A. Promouvoir les solutions ne produisant pas ou qu'un minimum de déchets dangereux

Principes d'action

20.9. La santé de l'homme et la qualité de l'environnement sont de plus en plus menacées par la quantité croissante de déchets dangereux produits. Les coûts directs et indirects, pour la société et les citoyens, de la production, de la manutention et de l'élimination de ces déchets ne cessent d'augmenter. Il est donc capital de développer la connaissance et l'information sur les aspects économiques de la prévention et de la gestion des déchets dangereux, y compris leurs effets sur l'emploi et leurs incidences bénéfiques pour l'environnement, de manière à favoriser les investissements nécessaires dans les programmes de développement par le biais d'incitations économiques. L'une des premières priorités de la gestion des déchets dangereux est de minimiser leur production en appliquant une approche consistant à modifier les procédés industriels et pratiques de consommation, en appliquant des stratégies de prévention de la pollution et de production moins polluante.

20.10. L'un des éléments les plus importants de ces stratégies est la récupération des déchets dangereux et leur transformation en produits utiles. C'est pourquoi on s'intéresse beaucoup actuellement à l'application de technologies nouvelles produisant peu de déchets et à la modification des technologies existantes.

Objectifs

20.11. Les objectifs, dans ce domaine d'activité, sont les suivants :

a) Réduire la production de déchets dangereux, dans la mesure du possible, en appliquant une approche intégrée visant à une fabrication donnant moins de déchets;

b) Optimiser l'utilisation des matières en réemployant, lorsque cela est faisable et écologiquement acceptable, les résidus de production;

c) Développer la connaissance et l'information sur les aspects économiques de la prévention et de la gestion des déchets dangereux.

20.12. Pour atteindre ces objectifs et réduire ainsi l'impact et le coût du développement industriel, les pays qui sont en mesure d'appliquer les technologies nécessaires sans porter atteinte à leur développement devraient adopter des politiques fondées sur les éléments suivants :

a) Intégration des méthodes de production moins polluantes et des solutions minimisant les déchets dangereux dans toute planification, et adoption de buts précis;

b) Promotion de l'utilisation des mécanismes de réglementation et du marché;

c) Fixation d'un but intermédiaire pour la stabilisation de la quantité de déchets dangereux produits;

d) Etablissement de programmes et de politiques à long terme, y compris la fixation d'objectifs, lorsqu'il convient, pour la réduction de la quantité de déchets dangereux produits par unité de fabrication;

e) Obtention d'une amélioration qualitative des flux de déchets, principalement par des activités visant à en réduire les caractéristiques dangereuses;

f) Facilitation de l'établissement de politiques et de méthodes économiques de prévention et de gestion des déchets dangereux, prenant en considération l'état de développement de chaque pays.

Activités

a) Activités liées à la gestion

20.13. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements devraient établir ou modifier leurs normes et cahiers des charges de manière à éviter de pénaliser les matériaux recyclés, pour autant qu'ils soient compatibles avec les principes écologiques;

b) Les gouvernements, en fonction de leurs possibilités et avec l'aide de la coopération multilatérale, devraient adopter des incitations économiques ou réglementaires, selon qu'il conviendra, pour orienter l'innovation industrielle vers les méthodes de production moins polluantes, encourager l'industrie à investir dans des technologies préventives ou de recyclage, de manière à réaliser une gestion écologique de tous les déchets dangereux, y compris les déchets recyclables, et encourager les investissements dans les techniques de minimisation des déchets;

c) Les gouvernements devraient intensifier la recherche-développement concernant les solutions de remplacement économiquement avantageuses pour les procédés et substances qui, actuellement, engendrent des déchets dangereux posant des problèmes particuliers pour leur élimination ou leur traitement de manière écologique, avec pour objectif, à terme, d'éliminer le plus tôt possible les substances qui présentent un risque excessif ou incontrôlable et qui sont toxiques, rémanentes et biocumulables. Il conviendrait de mettre l'accent sur des solutions de substitution économiquement accessibles aux pays en développement;

d) Les gouvernements, en fonction de leurs possibilités et ressources et avec la coopération de l'ONU et d'autres organisations et industries concernées, devraient, selon qu'il convient, encourager la création d'installations nationales pour traiter les déchets dangereux d'origine nationale;

e) Les gouvernements des pays développés devraient encourager le transfert de technologies écologiques et du savoir-faire concernant les technologies non polluantes et les méthodes de fabrication générant peu de déchets au profit des pays en développement, conformément aux dispositions du

chapitre 34, ce qui suscitera des changements de nature à soutenir l'innovation. Les gouvernements devraient coopérer avec l'industrie pour mettre au point des règles et des codes de pratique, lorsqu'il y a lieu, permettant de favoriser une production moins polluante par l'intermédiaire d'associations industrielles sectorielles;

f) Les gouvernements devraient encourager l'industrie à traiter, recycler, réutiliser et éliminer les déchets à la source de production, ou aussi près que possible de cette source, lorsque la production de déchets dangereux est inévitable et lorsque cette solution est efficace sur les plans économique aussi bien qu'écologique;

g) Les gouvernements devraient encourager les évaluations de technologies, par exemple en mettant en place des centres à cette fin;

h) Les gouvernements devraient promouvoir les méthodes de production moins polluantes en établissant des centres de formation et d'information sur les technologies écologiquement avantageuses;

i) L'industrie devrait mettre sur pied des systèmes de gestion environnementale, prévoyant notamment des audits écologiques de ses sites de production ou de distribution, afin de déterminer où des méthodes de production moins polluantes sont nécessaires;

j) Un organisme des Nations Unies compétent devrait prendre, en coopération avec d'autres organisations, l'initiative d'élaborer, en tenant compte, selon qu'il convient, du rapport de la réunion d'experts désignés par les gouvernements sur une stratégie et un programme d'action internationaux tenue à Nairobi en 1991 (y compris les principes techniques de la gestion écologique des déchets dangereux), des principes-guides pour l'évaluation des coûts et des avantages de diverses méthodes de production non polluante, de minimisation des déchets et de gestion écologique des déchets dangereux, ainsi que de réhabilitation des sites contaminés; dans cette tâche, ils devraient également tenir compte des travaux que le secrétariat du PNUÉ effectue au titre de la Convention de Bâle;

k) Les gouvernements devraient établir des règlements qui confèrent à l'industrie la responsabilité ultime d'éliminer, de manière écologiquement compatible, les déchets dangereux produits par leurs activités.

b) Données et information

20.14. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements devraient, avec l'aide des organisations internationales, établir des mécanismes pour évaluer la valeur des systèmes d'information existants;

b) Les gouvernements devraient mettre en place des centres et des réseaux nationaux et régionaux de collecte et de diffusion d'informations, auxquels les administrations et l'industrie ainsi que d'autres organismes non gouvernementaux puissent facilement accéder et recourir;

c) Les organisations internationales, par le biais du programme Production non polluante du PNUE et de l'ICPIC, devraient étendre et renforcer les systèmes existants de collecte d'informations sur les méthodes de production à faibles déchets;

d) Tous les organes et organismes des Nations Unies devraient promouvoir l'utilisation et la diffusion des informations recueillies par le réseau Production non polluante;

e) L'OCDE devrait, en coopération avec d'autres organisations, entreprendre une enquête complète et diffuser des informations sur l'expérience des pays membres en ce qui concerne les systèmes de réglementation et mécanismes d'incitation économique favorisant la gestion des déchets dangereux et l'utilisation de technologies prévenant la production de déchets de cette nature;

f) Les gouvernements devraient encourager les industriels à adopter plus de transparence dans leur politique et à fournir les informations utiles aux collectivités susceptibles d'être affectées par la production, la gestion et l'élimination des déchets dangereux.

c) Coopération et coordination internationales et régionales

20.15. Une coopération internationale et régionale devrait être instaurée pour encourager la ratification par les Etats des Conventions de Bâle et de Bamako et promouvoir l'application de ces conventions. Une coopération régionale sera nécessaire pour élaborer des conventions analogues dans d'autres régions que l'Afrique, s'il en est besoin. Il faudra en outre assurer la coordination effective des politiques et instruments internationaux, régionaux et nationaux. Une autre activité de coopération à prévoir est le suivi des résultats des politiques de gestion des déchets dangereux.

Moyens d'exécution

a) Financement et évaluation des coûts

20.16. Le secrétariat de la Conférence a estimé le coût total annuel moyen de la mise en oeuvre des activités relevant du présent programme, pour la période 1993-2000, à environ 750 millions de dollars, qui seraient apportés par la communauté internationale sous la forme de dons ou d'aide à des conditions de faveur. Il ne s'agit là que d'une estimation purement indicative, qui n'a pas été vérifiée par les gouvernements. Les dépenses réelles et les modalités financières, y compris les aides à fonds perdus dépendront notamment des stratégies et programmes précis que les gouvernements décideront de mettre en oeuvre.

b) Moyens scientifiques et techniques

20.17. Il faudrait entreprendre les activités suivantes en matière d'études techniques et de recherche :

a) Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et ressources et en coopération avec l'ONU et les autres organisations compétentes ainsi que les industries, selon le cas, devraient accroître sensiblement leur soutien financier aux programmes de recherche sur les technologies propres, y compris les biotechnologies;

b) Les Etats devraient, avec le concours des organisations internationales compétentes, encourager l'industrie à promouvoir et à effectuer des recherches sur l'abandon progressif des procédés qui, compte tenu des déchets dangereux produits, présentent le plus grand risque écologique;

c) Les Etats devraient encourager l'industrie à mettre au point des mécanismes en vue d'intégrer les principes de production non polluante au stade de la conception des produits et dans les pratiques de gestion;

d) Les Etats devraient encourager l'industrie à adopter une politique écologiquement responsable en s'efforçant de réduire la production de déchets dangereux et en veillant à la réutilisation, le recyclage, la récupération et l'élimination définitive, selon les principes écologiques, des déchets dangereux.

c) Mise en valeur des ressources humaines

20.18. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements, les organisations internationales et l'industrie devraient promouvoir les programmes de formation industrielle incluant les techniques évitant ou minimisant la production de déchets dangereux, et lancer au niveau local des projets de démonstration des méthodes de production non polluantes;

b) L'industrie devrait intégrer les principes et les méthodes de production non polluantes dans les programmes de formation et mettre en place des projets et réseaux de démonstration par secteur ou par pays;

c) Tous les secteurs de la société devraient prendre part à des campagnes de promotion du concept de la production non polluante et promouvoir un dialogue et un partenariat avec l'industrie et d'autres acteurs.

d) Renforcement des capacités

20.19. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements des pays en développement, en coopération avec l'industrie et avec la coopération d'organisations internationales compétentes, devraient établir des inventaires de la production de déchets dangereux, en vue de définir leurs besoins en matière de transfert de technologie et d'adoption de mesures en faveur d'une gestion correcte des déchets dangereux et de leur élimination;

b) Les gouvernements devraient inclure dans la planification et la législation nationales une approche intégrée de la protection de l'environnement, s'appuyant sur des critères de prévention et de réduction à la source, et fondée sur le principe "pollueur payeur", et adopter des programmes de réduction des déchets dangereux, incluant des objectifs et des mécanismes efficaces de protection de l'environnement;

c) Les gouvernements devraient collaborer avec l'industrie à l'exécution de campagnes en faveur d'une production non polluante et d'une minimisation des déchets dangereux, secteur par secteur, ainsi qu'à la réduction de ces déchets et autres émissions;

d) Les gouvernements devraient prendre l'initiative de créer ou de renforcer, selon les besoins, des procédures nationales d'évaluation de l'impact sur l'environnement basées sur une approche de la gestion des déchets dangereux pendant tout le cycle de vie visant à déterminer les solutions permettant de minimiser la production de déchets dangereux, et à améliorer les méthodes de manutention, de stockage, d'élimination et de destruction de ces déchets;

e) Les gouvernements, en collaboration avec l'industrie et des organisations internationales compétentes, devraient mettre au point des mécanismes de surveillance de l'application de l'approche de bout en bout, y compris des audits d'environnement;

f) Les organismes bilatéraux et multilatéraux d'assistance au développement devraient accroître sensiblement les moyens financiers affectés au transfert des technologies non polluantes vers les pays en développement, notamment aux petites et moyennes entreprises.

B. Promouvoir et renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des déchets dangereux

Principes d'action

20.20. Beaucoup de pays n'ont pas les capacités nationales nécessaires pour manipuler et gérer les déchets dangereux. Les principales raisons en sont une infrastructure inadéquate, des lacunes dans les cadres réglementaires, des programmes d'enseignement et de formation insuffisants, et un manque de coordination entre les différents ministères et institutions qui participent aux divers aspects de la gestion des déchets. De plus, on manque généralement de connaissances sur la contamination et la pollution de l'environnement et les risques sanitaires liés à l'exposition des populations (en particulier femmes et enfants) et des écosystèmes aux déchets dangereux, ainsi que sur l'évaluation des risques et sur les caractéristiques des déchets. Il est important de prendre immédiatement des mesures pour identifier les populations à haut risque et prendre des mesures correctives, si nécessaire. Parmi les activités en vue de parvenir à une gestion écologique des déchets dangereux, l'une des principales priorités sera le lancement de programmes de sensibilisation, d'éducation et de formation s'étendant à tous les niveaux de la société. Il faudra aussi entreprendre des programmes de recherche en vue de mieux comprendre la nature des déchets dangereux, d'identifier leurs effets potentiels sur l'environnement et de mettre au point des technologies pour

manipuler sans danger ces déchets. Enfin, il conviendra de renforcer les capacités des institutions qui sont responsables de la gestion des déchets dangereux.

Objectifs

20.21. Les objectifs dans ce domaine d'activité sont les suivants :

a) Adopter au niveau national des mesures appropriées sur le plan de la coordination, de la législation et de la réglementation pour favoriser la gestion écologique des déchets dangereux, qui incluront la mise en oeuvre de conventions internationales et régionales;

b) Lancer des programmes de sensibilisation et d'information du public sur les problèmes posés par les déchets dangereux et veiller à ce que des programmes d'initiation et de formation soient prévus pour les travailleurs de l'industrie et les fonctionnaires dans tous les pays;

c) Mettre en place dans les pays des programmes de recherche complets sur les déchets dangereux;

d) Renforcer les industries des services pour leur permettre de prendre en charge les déchets dangereux et développer des réseaux internationaux;

e) Mettre en place dans tous les pays en développement des capacités intrinsèques de formation et d'éducation du personnel de tous les niveaux au maniement, à la surveillance et à la gestion des déchets dangereux;

f) Promouvoir, selon les principes écologiques, l'évaluation de l'exposition des personnes, en liaison avec les dépôts de déchets dangereux, et déterminer les mesures curatives nécessaires;

g) Faciliter l'évaluation de l'impact des déchets dangereux sur la santé de l'homme et sur l'environnement et des risques qu'ils présentent, en établissant des procédures, des méthodologies, des critères ou des règles et normes concernant les effluents;

h) Améliorer les connaissances concernant les effets des déchets dangereux sur la santé de l'homme et l'environnement;

i) Mettre à la disposition des gouvernements et du grand public des informations sur les effets des déchets dangereux, y compris les déchets infectieux, sur la santé de l'homme et l'environnement.

Activités

a) Activités liées à la gestion

20.22. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements devraient établir et tenir à jour des inventaires, notamment informatisés, des déchets dangereux et des sites de traitement et d'élimination de ces déchets, ainsi que des sites contaminés à réhabiliter, et évaluer l'exposition des personnes et le risque qu'ils présentent pour la

santé de l'homme et l'environnement. Ils devraient aussi déterminer les mesures qui sont nécessaires pour décontaminer les lieux de décharge. A cette fin, l'industrie devrait leur communiquer les informations nécessaires;

b) Les gouvernements, l'industrie et les organisations internationales devraient coopérer à la mise au point de principes-guides et de méthodes faciles à appliquer pour la caractérisation et le classement des déchets dangereux;

c) Les gouvernements devraient exécuter des évaluations sur l'exposition et la santé des populations résidant près de décharges sauvages de déchets dangereux, et adopter des mesures correctives;

d) Les organisations internationales devraient élaborer des critères sanitaires améliorés sur la base desquels des règles et des normes pourraient être établies, en tenant compte des processus nationaux de prise de décisions, et aider à la formulation de principes techniques pratiques pour la prévention, la minimisation et le maniement et l'élimination sans danger des déchets dangereux;

e) Les gouvernements des pays en développement devraient encourager la formation de groupes interdisciplinaires et intersectoriels qui, en coopération avec les organisations et institutions internationales, exécuteraient des activités de formation et de recherche relatives à l'évaluation, à la prévention et à la réduction des risques sanitaires liés aux déchets dangereux. Ces groupes serviraient de modèle pour le lancement de programmes régionaux analogues;

f) Les gouvernements, en fonction de leurs possibilités et ressources, et avec la collaboration de l'ONU et des autres organisations compétentes, devraient encourager autant que possible l'installation de centres combinés de traitement et d'élimination des déchets dangereux pour les petites et moyennes entreprises;

g) Les gouvernements devraient promouvoir l'identification et la décontamination des dépôts de déchets dangereux en collaboration avec l'industrie et les organisations internationales. Ils devraient se doter des technologies, des compétences et des moyens de financement nécessaires à cette fin, et appliquer, lorsqu'il y a lieu, le principe "pollueur payeur";

h) Les gouvernements devraient s'assurer que leurs établissements militaires respectent les normes applicables à l'échelle nationale en matière de traitement et d'élimination des déchets dangereux.

b) Données et information

20.23. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements, les organisations internationales et régionales et l'industrie devraient faciliter et développer la diffusion d'informations techniques et scientifiques sur les divers aspects sanitaires des déchets dangereux, et favoriser leur utilisation;

b) Les gouvernements devraient instituer des systèmes de notification et des registres des populations exposées et des effets négatifs en matière de santé, ainsi que des bases de données sur les évaluations des risques liés aux déchets dangereux;

c) Les gouvernements devraient s'efforcer de recueillir des renseignements sur les entreprises qui produisent ou éliminent ou recyclent des déchets dangereux et communiquer ces renseignements aux individus et institutions intéressés.

c) Coopération et coordination internationales et régionales

20.24. Les gouvernements devraient, en fonction de leurs capacités et de leurs moyens financiers, et avec la collaboration de l'ONU et d'autres organisations habilitées, selon le cas :

a) Promouvoir et soutenir l'intégration et l'activité, aux niveaux régional et local selon les besoins, de groupes institutionnels et interdisciplinaires qui collaboreraient, dans la mesure de leurs capacités, aux activités orientées vers le renforcement de l'évaluation, de la gestion et de la réduction des risques en matière de déchets dangereux;

b) Appuyer la création d'institutions et la recherche-développement technologique dans les pays en développement pour ce qui est de la mise en valeur des ressources humaines, en s'efforçant en particulier de renforcer les réseaux;

c) Encourager l'autonomie en matière d'élimination des déchets dangereux dans le pays d'origine, dans la mesure où cela est faisable et écologiquement acceptable. Les mouvements transfrontières effectués devraient être justifiés écologiquement et économiquement et se faire conformément à des accords entre tous les Etats concernés.

Moyens d'exécution

a) Financement et évaluation des coûts

20.25. Le secrétariat de la Conférence a estimé le coût total annuel moyen de la mise en oeuvre des activités relevant du présent domaine, pour la période 1993-2000, à environ 18,5 milliards de dollars, tous pays confondus, dont 3,5 milliards pour les pays en développement, montant qui serait financé à hauteur de 500 millions de dollars par la communauté internationale sous la forme de dons ou d'aide à des conditions de faveur. Il ne s'agit là que d'estimations purement indicatives, qui n'ont pas été vérifiées par les gouvernements. Les dépenses réelles et les modalités financières, y compris les aides à fonds perdus, dépendront notamment des stratégies et programmes précis que les gouvernements décideront de mettre en oeuvre.

b) Moyens scientifiques et techniques

20.26. Il faudrait entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient, avec le concours de l'ONU et d'autres organisations compétentes ainsi que de l'industrie le cas échéant, accroître leur soutien aux activités de recherche sur les déchets dangereux dans les pays en développement;

b) Les gouvernements, en collaboration avec les organisations internationales, devraient mener des recherches sur les effets des déchets dangereux sur la santé dans les pays en développement, notamment les effets à long terme sur les enfants et les femmes;

c) Les gouvernements devraient mener des recherches visant à répondre aux besoins des petites et moyennes industries;

d) Les gouvernements et les organisations internationales, en coopération avec l'industrie, devraient développer la recherche technologique sur les méthodes écologiques de manutention, de stockage, de transport, de traitement et d'élimination des déchets dangereux et sur l'évaluation et la gestion de ces déchets, ainsi que sur les mesures de correction de leurs effets.

e) Les organisations internationales devraient identifier des technologies améliorées pour la manutention, le stockage, le traitement et l'élimination des déchets dangereux.

c) Mise en valeur des ressources humaines

20.27. Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient, avec le concours de l'ONU et d'autres organisations compétentes ainsi que de l'industrie, le cas échéant :

a) Sensibiliser et informer le public sur les questions relatives aux déchets dangereux et favoriser la présentation et la diffusion d'informations sur les déchets dangereux qui soient compréhensibles pour le grand public;

b) Accroître la participation du grand public, notamment des femmes, y compris au niveau micro-local, aux programmes de gestion des déchets dangereux;

c) Mettre au point, pour les hommes et les femmes, dans l'industrie et dans l'administration, des programmes de formation et d'enseignement axés sur des problèmes concrets, par exemple la formulation et l'exécution de programmes visant à minimiser la production de déchets dangereux, l'exécution d'audits sur les matières dangereuses et l'établissement de programmes de réglementation appropriés;

d) Promouvoir, dans les pays en développement, la formation de la main-d'oeuvre, des cadres de l'industrie et des fonctionnaires qui s'occupent de réglementation aux technologies de réduction de la production et de gestion écologique des déchets dangereux.

20.28. Il faudrait en outre entreprendre les activités suivantes :

a) Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et ressources, et avec la coopération de l'ONU, d'autres organisations et d'organisations non gouvernementales, devraient collaborer à l'élaboration et à la diffusion de documents éducatifs concernant les déchets dangereux et leurs effets sur l'environnement et la santé, à l'intention des écoles, des associations de femmes et du grand public;

b) Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient, avec le concours de l'ONU et d'autres organisations, élaborer ou renforcer leurs programmes de gestion écologique des déchets dangereux en fonction de normes sanitaires et environnementales, et étendre leurs systèmes de surveillance à l'identification des effets nuisibles de l'exposition aux déchets dangereux sur les populations et sur l'environnement;

c) Les organisations internationales devraient fournir une assistance aux Etats membres pour leur permettre d'évaluer les risques que l'exposition aux déchets dangereux présente pour la santé et l'environnement, et de définir leurs priorités touchant le contrôle des diverses catégories ou classes de déchets;

d) Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient, avec le concours de l'ONU et d'autres organisations compétentes, favoriser l'établissement de centres d'excellence pour la formation à la gestion des déchets dangereux, en recourant aux institutions nationales existant déjà et en encourageant la coopération internationale, notamment par le biais des liens institutionnels existant entre pays développés et pays en développement.

d) Renforcement des capacités

20.29. Il faudrait encourager les sociétés transnationales et autres grandes entreprises, où qu'elles opèrent, à formuler des politiques et à prendre des engagements en vertu desquels elles appliqueraient, en ce qui concerne la production et l'élimination des déchets dangereux, des normes de fonctionnement identiques à celles du pays d'origine ou non moins rigoureuses; les gouvernements sont également invités à établir autant que possible des réglementations prescrivant une gestion écologique des déchets dangereux.

20.30. Les organisations internationales devraient fournir une assistance aux Etats membres pour leur permettre d'évaluer les risques que l'exposition aux déchets dangereux présente pour la santé et l'environnement et de définir leurs priorités touchant le contrôle des diverses catégories ou classes de déchets.

20.31. Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient, avec le concours de l'ONU et d'autres organisations compétentes ainsi que de l'industrie :

a) Aider dans leur tâche les institutions nationales chargées de la surveillance des déchets dangereux, de la réglementation les concernant et du contrôle de l'application de cette réglementation, notamment en leur donnant les moyens de mettre en oeuvre les conventions internationales;

b) Mettre en place des organismes industriels ayant la responsabilité des déchets dangereux et des industries de services chargées de manipuler ces déchets;

c) Adopter des règles techniques pour la gestion écologique des déchets dangereux et soutenir la mise en oeuvre des conventions régionales et internationales;

d) Mettre sur pied et développer un réseau international de spécialistes des déchets dangereux et assurer la circulation de l'information entre les pays;

e) Evaluer la faisabilité de la création et de l'exploitation de centres nationaux, sous-régionaux et régionaux de traitement des déchets dangereux. Ces centres pourraient aussi avoir une fonction d'enseignement et de formation, et également faciliter et promouvoir le transfert de technologie pour la gestion écologique des déchets dangereux;

f) Identifier et renforcer les établissements universitaires et centres de recherche ou d'excellence compétents pour leur permettre de mener des activités d'enseignement et de formation concernant la gestion écologique des déchets dangereux;

g) Elaborer un programme de mise en place de capacités et de moyens nationaux pour la formation de personnel de divers niveaux à la gestion des déchets dangereux;

h) Exécuter des audits écologiques des industries existantes en vue d'améliorer les systèmes internes de gestion des déchets dangereux.

C. Promouvoir et renforcer la coopération internationale dans la gestion des mouvements transfrontières de déchets dangereux

Principes d'action

20.32. S'agissant de promouvoir et de renforcer la coopération internationale concernant la gestion des mouvements transfrontières de déchets dangereux, y compris leur contrôle et leur surveillance, il faudra adopter une approche de prévention active. Il sera nécessaire notamment d'harmoniser les procédures et les critères utilisés dans les divers instruments juridiques internationaux. Il faudra aussi élaborer des critères, ou les harmoniser s'ils existent déjà, pour le recensement des déchets dangereux pour l'environnement, et mettre en place des moyens de surveillance.

Objectifs

20.33. Les objectifs, dans ce domaine d'activité, sont les suivants :

a) Faciliter et renforcer la coopération internationale pour la gestion écologique des déchets dangereux, notamment le contrôle et la surveillance des mouvements transfrontières de ces déchets, y compris les déchets récupérables, en appliquant des critères adoptés sur le plan international pour recenser et classer les déchets dangereux et pour harmoniser les instruments juridiques internationaux pertinents;

b) Adopter un instrument interdisant ou interdire d'une autre manière, selon qu'il conviendra, l'exportation de déchets dangereux vers des pays qui n'ont pas les moyens de les traiter de manière écologique ou qui en ont interdit l'importation;

c) Promouvoir, pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux devant faire l'objet d'opérations de récupération conformément à la Convention de Bâle, l'élaboration de procédures qui favorisent des solutions de recyclage écologiquement et économiquement avantageuses.

Activités

a) Activités liées à la gestion

Renforcement et harmonisation des critères et des règlements

20.34. Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient coopérer avec l'ONU et d'autres organisations internationales, selon les besoins, pour :

a) Incorporer dans la législation nationale la procédure de notification prévue dans la Convention de Bâle et dans les autres conventions régionales pertinentes, ainsi que dans leurs annexes;

b) Formuler, le cas échéant, des accords régionaux, tels que la Convention de Bamako, réglementant le mouvement transfrontière de déchets dangereux;

c) Aider à promouvoir la compatibilité et la complémentarité de ces accords régionaux avec les conventions et protocoles internationaux;

d) Renforcer les capacités et les moyens nationaux et régionaux de surveillance et de contrôle du mouvement transfrontière de déchets dangereux;

e) Encourager la mise au point de règles et de critères précis, dans le cadre, selon le cas, de la Convention de Bâle ou de conventions régionales, pour l'étude des procédés écologiquement et économiquement avantageux de récupération des ressources, de recyclage, de mise en valeur, de réutilisation aux mêmes fins ou à d'autres fins et pour la détermination des pratiques acceptables de récupération, ainsi que, si possible, des niveaux de récupération, en vue de prévenir les abus et fausses déclarations concernant ces procédés;

f) Envisager de mettre sur pied, aux niveaux national et régional, selon qu'il convient, des systèmes de suivi et de surveillance des mouvements transfrontières de déchets dangereux;

g) Elaborer des principes-guides pour l'évaluation des méthodes de traitement écologique des déchets dangereux;

h) Elaborer des principes-guides pour l'identification des déchets dangereux au niveau national, en prenant en compte des critères déjà acceptés au niveau international, et, le cas échéant, régional, et établir une série de profils de risque pour les déchets dangereux énumérés dans la législation nationale;

i) Mettre au point et utiliser des méthodes appropriées pour soumettre à des essais, caractériser et classer les déchets dangereux et adopter ou modifier des normes et des principes de sécurité en vue de gérer les déchets dangereux de manière écologique.

Application des accords existants

20.35. Les gouvernements sont invités à ratifier la Convention de Bâle et la Convention de Bamako, selon le cas, et à poursuivre l'élaboration rapide de protocoles connexes, notamment sur la responsabilité et l'indemnisation, et l'établissement de mécanismes et de règles destinés à faciliter l'application des conventions.

Moyens d'exécution

a) Financement et évaluation des coûts

20.36. Etant donné que ce domaine d'activité est relativement nouveau, et en l'absence d'études adéquates, du moins jusqu'ici, sur les coûts, il est impossible d'avancer pour le moment de chiffres estimatifs. Toutefois, les coûts de certaines des activités qui se rapportent au renforcement des capacités pourraient être considérés comme déjà pris en compte au titre du domaine d'activité B.

20.37. Le secrétariat intérimaire de la Convention de Bâle devrait exécuter des études afin de pouvoir donner une estimation raisonnablement précise des coûts pour les activités à entreprendre, dans un premier temps, jusqu'à l'an 2000.

b) Renforcement des capacités

20.38. Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient collaborer avec l'ONU et d'autres organisations internationales, selon les besoins, pour :

a) Elaborer ou adopter des politiques de gestion écologique des déchets dangereux, en prenant en compte les instruments internationaux existants;

b) Faire des recommandations aux instances appropriées ou élaborer ou adapter des normes, incluant l'application équitable du principe "pollueur payeur", et des mesures réglementaires visant à mettre en oeuvre les obligations et les principes de la Convention de Bâle, de la Convention de Bamako et d'autres accords pertinents, existants ou futurs, y compris leurs protocoles éventuels en vue de fixer des règles et des procédures appropriées dans le domaine de la responsabilité et de l'indemnisation en cas de dommages résultant du mouvement transfrontière et de l'élimination de déchets dangereux;

c) Appliquer des politiques visant à interdire l'exportation de déchets dangereux vers des pays qui n'ont pas les moyens de les traiter de manière écologique, ou qui en ont interdit l'importation;

d) Etudier, dans le cadre de la Convention de Bâle et des conventions régionales pertinentes, la possibilité de fournir une assistance financière temporaire dans les situations d'urgence, pour réparer les dommages causés par des accidents survenant lors du mouvement transfrontière ou de l'élimination de déchets dangereux.

D. Prévenir le trafic international illégal de déchets dangereux

Principes d'action

20.39. La prévention du trafic international illégal de déchets dangereux aura des incidences bénéfiques sur l'environnement et la santé publique dans tous les pays, en particulier ceux en développement. Elle contribuera également à accroître l'efficacité de la Convention de Bâle et des instruments régionaux tels que la Convention de Bamako et la quatrième Convention de Lomé, en aidant à faire respecter les mesures de contrôle prévues dans ces accords. L'article IX de la Convention de Bâle traite spécifiquement de la question du trafic illégal de déchets dangereux. Ce dernier peut mettre gravement en danger la santé publique et l'environnement et pénaliser gravement les pays qui reçoivent ces déchets.

20.40. Une prévention efficace exige des mesures concrètes revêtant la forme d'une surveillance réelle, d'un contrôle de l'application et de l'imposition de sanctions.

Objectifs

20.41. Les objectifs dans ce domaine d'activité sont les suivants :

a) Renforcer les capacités nationales pour détecter et faire cesser toute tentative illégale d'introduire des déchets dangereux sur le territoire de tout Etat en violation de la législation nationale et des instruments juridiques internationaux pertinents;

b) Aider tous les pays, en particulier ceux en développement, à obtenir toutes les informations utiles sur le trafic illégal de déchets dangereux;

c) Coopérer, dans le cadre de la Convention de Bâle, à l'assistance aux pays qui ont à subir les conséquences nuisibles du trafic illégal.

Activités

a) Activités liées à la gestion

20.42. Les gouvernements, en fonction de leurs capacités et des ressources dont ils disposent, devraient coopérer comme il convient avec l'ONU et les autres organisations pour :

a) Adopter, le cas échéant, et appliquer une législation destinée à prévenir l'importation et l'exportation illégales de déchets dangereux;

b) Elaborer des programmes nationaux appropriés pour contrôler le respect de cette législation, détecter et punir les infractions par des sanctions appropriées, porter une attention particulière aux individus ou organismes connus pour avoir pratiqué ce trafic illégal de déchets dangereux, ainsi qu'aux déchets dangereux qui sont particulièrement susceptibles de faire l'objet d'un trafic illégal.

b) Données et information

20.43. Les gouvernements devraient mettre en place selon les besoins un réseau d'information et un système d'alerte pour aider à détecter les cas de trafic illégal de déchets dangereux. Les collectivités locales, notamment, pourraient participer au fonctionnement de ces réseaux et système.

20.44. Les gouvernements devraient échanger des informations sur les mouvements transfrontières illégaux de déchets dangereux et mettre ces informations à la disposition des organismes compétents des Nations Unies, tels que le PNUÉ et les commissions régionales.

c) Coopération internationale et régionale

20.45. Les commissions régionales, avec la coopération et les conseils d'experts du PNUÉ et d'autres organismes compétents des Nations Unies, devront, tout en tenant compte de la Convention de Bâle, continuer à surveiller et évaluer en permanence le trafic illégal de déchets dangereux, notamment ses effets sur l'environnement, l'économie et la santé, en exploitant notamment les résultats et les enseignements de l'évaluation préliminaire du trafic illégal menée conjointement par le PNUÉ et la CESAP.

20.46. Les pays et les organisations internationales, selon qu'il convient, devraient coopérer pour renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires, en particulier celles des pays en développement, afin d'empêcher l'importation et l'exportation illégales de déchets dangereux.
